

COMMUNIQUE DE PRESSE

La CCI de région Hauts-de-France, la Banque de France, la Chambre d'agriculture et la CMA Hauts-de-France s'associent pour présenter les résultats de leurs enquêtes de conjoncture sur le bilan de l'année 2020 et les perspectives 2021.

2020 AURA ETE UNE ANNÉE HORS NORME AVEC UN REcul SANS PRÉCÉDENT DE L'ACTIVITÉ.

2021, UN REBOND ANNONCE ET ATTENDU.

La situation est toutefois très variable selon les secteurs d'activité qui n'ont pas tous vécu la crise avec la même intensité.

REGARD SUR L'AGRICULTURE

Pour plus de la moitié des agriculteurs des HDF, la situation économique a chuté en 2020 ! L'agriculture régionale a dû faire face à de nombreux défis tant sur le plan économique que climatique et sanitaire. La crise COVID a durement impacté certaines filières : le lin, stocké dans les hangars, en attente d'acheminement vers la Chine ; les pommes de terre destinées à la transformation, privées des débouchés des cantines scolaires, restaurants d'entreprise et restauration rapide ; l'horticulture, les activités d'accueil à la ferme interdites...

En parallèle, les consommateurs, confinés, se sont rapprochés des points de vente à la ferme, profitant des drive fermiers ou livraison de paniers. Une "occasion" de renouer le dialogue entre citadins, néo-ruraux et agriculteurs. Les légumes frais, la vente directe de viande et autres produits fermiers ont particulièrement profité de cet engouement.

Autre facteur, le climat. Entre les pluies à l'automne 2019 qui ont perturbé les semis de céréales, et la longue période sèche démarrée dès le printemps qui a grevé les rendements, la moisson 2020 reste néanmoins d'une belle qualité et les cours se sont maintenus. Quant à la filière sucre déjà ébranlée par les fermetures d'industries, le retour de la jaunisse (virus transmis par les pucerons) a fortement impacté la filière.






Des perspectives 2021 marquées par l'incertitude

6 agriculteurs sur 10 s'avouent incertains pour 2021 et 56 % d'entre eux déclarent ne pas avoir de perspectives particulières. L'enquête réalisée fin décembre 2020, laissait encore peu de visibilité sur les conditions sanitaires actuelles. 74 % des agriculteurs interrogés se disent particulièrement préoccupés par la conjoncture économique suivie de près par les aléas climatiques.



REGARD SUR LA SPHERE PRODUCTIVE

L'industrie





 Industrie	Chiffre d'affaires HDF		2020 : -9,2% 2021 : +7,3%
	Exportations HDF		2020 : -12,1% 2021 : +7,1%
	Effectifs HDF		2020 : -2,5% 2021 : +0,9%
	Investissements HDF		2020 : -1,6% 2021 : -4,8%

À l'exception des industries agroalimentaires, tous les secteurs d'activité font part d'une baisse de leur rentabilité.

Pour l'année 2021, les industriels de l'ensemble des secteurs annoncent un rebond de l'activité (+7,3%) avec toutefois, une incertitude marquée dont





témoignent la baisse des investissements (-4,8%) et une faible ampleur de la variation des effectifs. De même, la hausse des exportations (+7,1%) sera loin de compenser la chute observée en 2020 (-12,1%).

Le BTP

 BTP	Production totale HDF		2020 : -12,3% 2021 : +7%
	Investissements HDF		2020 : -13% 2021 : +3,4%
	Effectifs HDF		2020 : -3,3% 2021 : +0,3%

Pour les acteurs majeurs et de taille intermédiaire du BTP, près de 6 entreprises sur 10 ont déclaré une baisse de leur rentabilité. L'année 2021 devrait marquer un retour progressif à des niveaux d'activité antérieurs à 2020.

Les services marchands

 Services	Chiffre d'affaires HDF		2020 : -5,8% 2021 : +5,5%
	Investissements HDF		2020 : -11,4% 2021 : -2,5%
	Effectifs HDF		2020 : +0,4% 2021 : +2,3%

Selon les chefs d'entreprise, la rentabilité d'exploitation s'est dégradée en 2020 pour tous les secteurs. Pour l'année 2021, les chefs d'entreprise prévoient une croissance des volumes d'activité (+5,5%) et une

nouvelle hausse des effectifs (+2,3%) et ce, pour tous les sous-secteurs. Une nette remontée de la rentabilité d'exploitation est attendue.

REGARD SUR LA SPHERE RESIDENTIELLE

L'hôtellerie restauration et le commerce de détail

Le secteur qui a le plus souffert est celui des hôtels, cafés et restaurants. Rappelons que plus de 20 000 bars et restaurants sont fermés et plus de 2 500 hôtels sont directement impactés. Le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires est en fort recul et il bat tous les records (-58) marquant les difficultés importantes du secteur. Dans ce contexte, **la situation de la trésorerie est fortement préoccupante avec un solde d'opinion à -49 tout comme la rentabilité (-53) et ce malgré les mesures de soutien... Preuve des difficultés rencontrées, 2/3 des hôteliers et restaurateurs ont annulé leurs investissements en 2020.**

Le secteur du commerce de détail a été impacté par la crise mais il a limité la casse. Le solde d'opinion¹ sur le chiffre d'affaires est en recul et il est tout juste positif à +1. La rentabilité s'est également effritée (+3 contre +19 en 2019) et la trésorerie a subi les effets des fermetures successives et du recul de la consommation des ménages (solde d'opinion à +9 contre +19 en 2019).

Les commerçants et les professionnels de l'hôtellerie et la restauration anticipent un recul de leur chiffre d'affaires pour 2021. La trésorerie et la rentabilité sont également prévues en baisse. **75% des dirigeants de ces 2 secteurs n'envisagent pas d'investir en 2021 !**

REGARD SUR L'ARTISANAT

En première ligne durant cette année de crise sanitaire et économique, l'artisanat régional a été fortement impacté par les mesures de fermetures administratives (coiffures, esthétique, toilettage...) et a également subi le ralentissement généralisé de l'activité économique.

Les chiffres d'affaires (-44% à l'issue du premier confinement) et l'emploi salarié (-5,6% sur le premier semestre 2020) sont les premiers signaux d'alerte.

Pour le début de l'année 2021, l'incertitude reste palpable et quelques points de vigilance seront scrutés : la dynamique de l'emploi, le financement des entreprises et les niveaux de trésorerie notamment.

Quelques motifs d'espoir : l'économie de proximité est une des solutions face aux défis de transformation de l'économie ; la capacité d'adaptation des artisans face aux difficultés ; le regain d'intérêt pour l'apprentissage face aux problématiques de main d'œuvre

¹ Différence entre les opinions positives et négatives

L'impact de la crise sur la consommation : Une consommation plus locale, une agriculture tournée vers l'innovation

La crise a confirmé et même accéléré les tendances préexistantes d'une consommation plus vertueuse et de proximité. Pour répondre à la demande les points de vente directe et distributeurs automatiques ont fleuri dans la campagne. 8 français sur 10 déclarent vouloir continuer à acheter des produits locaux après la crise. Une ambition qui s'est quelque peu altérée dès la fin du confinement. Mais la crise a également accéléré la prise de conscience sur les changements climatiques et sur notre vulnérabilité face à ce phénomène. Pour y répondre, les agriculteurs ne cessent d'innover. La bioéconomie fait partie des pistes engagées pour y répondre.

La crise a joué un rôle d'accélérateur de la transformation numérique des entreprises.

27% des entreprises ont un recours plus important au numérique. Dans l'artisanat, 14% des entreprises ont mis en œuvre une solution de click and collect, dont 10% depuis le début de la crise. Ils sont même 34% à recourir à cet usage dans le secteur de l'alimentation dont 20% de nouvelles pratiques depuis le début de la crise.

Ces constats encourageants ne doivent cependant pas masquer la réalité d'une transformation numérique parfois perçue comme une contrainte. Face aux nombreuses idées reçues sur le numérique en entreprises, la sensibilisation des dirigeants est primordiale pour intégrer la transformation numérique dans un projet d'entreprise plus global et adapté à l'activité, aux besoins et à la maturité du chef d'entreprises vis à vis de ce sujet.

Financement et freins au développement des entreprises

Un quart des dirigeants anticipent des difficultés de financement pour leur entreprise en 2021. Cette part se situe entre 22% et 27% quel que soit le secteur d'activité concerné, à l'exception notable du commerce de gros, où elle est plus faible (17%), mais surtout de l'hôtellerie-restauration, où elle est largement plus élevée (35%).

Ces entreprises anticipent dans leur quasi-totalité des difficultés de trésorerie (91%). Le paiement des dettes fiscales et sociales ne serait un problème que pour 16% d'entre elles, tout comme les problèmes de fonds propres insuffisants (15%).

Concernant les freins au développement des entreprises, **60% des dirigeants citent le manque de visibilité**, les restrictions mises en place brouillent la visibilité des entreprises et rendent extrêmement compliquées pour elles la prévision, l'élaboration et la concrétisation des projets de développement.

Au-delà du manque de visibilité, **la difficulté à organiser le travail et les équipes générée par ce contexte sanitaire complexe (absences, protocoles à mettre en place etc.) est déploré par un dirigeant sur quatre.**